Une autre plate-forme de proposition

Le Front pour la sortie de crise

Tribune – 27/04/10

Le Front Pour la Sortie de Crise (FSPC) commence à se faire connaître. Il a été constitué le 24 avril 2010 à l'Hôtel Panorama par des représentants des organisations et partis Grad Iloilo, Monima, Ceres, AME, MDM, AREMA, FIDEM, HPM, MTS, FRDC, Sendikalisma Vaha-Olana Sahaza (SVS), SOS Victimes des Non-Droits... À titre d'information, nous publions une note explicative et le manifeste de ce « front » qui commence sa médiatisation.

Note explicative

Depuis le 17 Mars 2009, suite à un changement de pouvoir non conforme à la Constitution, Madagascar ne dispose plus de loi fondamentale pour asseoir un État dit de droit.

De fait, une Autorité existe mais, le régime mis en place ne reçoit pas l'adhésion de la Communauté internationale.

L'État apparaît faible et semble de plus en plus subir les événements. Des rumeurs de coup d'état, un taux de chômage grandissant, une insécurité croissante, une société au bord de l'éclatement car viciée par des menaces d'affrontement interne sont les traits caractéristiques de cette situation instable.

Au plan politique la situation apparaît bloquée. La classe politique n'arrive pas à s'entendre sur un schéma de sortie de crise consensuel. Diverses initiatives ont été prises par différentes personnalités et entités de tous bords. Toutes ont malheureusement plus ou moins échouées, tant sur le plan national qu'international. Un dialogue de sourds s'installe entre les 4 mouvances à qui ont été confiées la responsabilité de trouver une issue rapide à cette situation.

Parmi toutes celles entreprises, il faut cependant mettre en exergue celle initiée par le G I C. La rencontre entre les 4 principales mouvances politiques a abouti à la signature à Maputo d'une charte connue sous l'appellation « Accords de MAPUTO », complétée par l'acte additionnel d'Addis-Abeba. Bien que contestés, ces accords contiennent dans leur esprit des pistes pouvant amener l'ensemble de la classe politique, grossi par la Société civile, à trouver un terrain d'entente et sortir ainsi le pays de cette ornière dans laquelle il s'est enlqué.

Sans préjuger de la suite de la rencontre des chefs de files des 4 mouvances en Afrique du Sud, il est important, d'ores et déjà de s'ériger en force d'accompagnement des futurs accords qui en sortiront. Sinon, il s'agit d'imprimer une dynamique pour une rencontre générale de toutes les forces vives de l'île en vue d'un accord global malgache-malagasy.

Dans cet esprit, l'initiative actuelle prise par un groupe formé de personnalités et entités politiques ou non, quelles que soient leurs sensibilités respectives. Ce groupe veut mettre en avant le seul intérêt supérieur national et groupe nourrit l'ambition de devenir une force de proposition et d'interpellation. Elle affirme haut et fort sa volonté de trouver une solution malgache à la crise à travers ses valeurs traditionnelles qui, dans le contexte difficile actuel, sont malheureusement un peu tombées dans l'oubli : « Fihavanana, Fifandeferanana, Fifanajana ». D'où l'idée prônée de la réconciliation nationale et de l'organisation d'une conférence nationale dans la sérénité.

Les Forces armées malgaches unies, non partisans doivent s'affirmer et redevenir un rempart solide sur lequel s'appuie l'État qui retrouvera ainsi toute son autorité en assurant de nouveau la sécurité sur

l'ensemble du territoire. Elles doivent s'affirmer en tant que forces d'application garante de la charte, des textes et lois fondamentales de la République contre tous les fauteurs de troubles.

Une Assemblée de « Olo-Be » issus de toutes les régions de l'île assurera sa caution morale à cette noble entreprise.

Manifeste pour la sortie de crise politique à Madagascar établi par le Front Pour la Sortie de Crise

Hôtel Panorama le 24 avril 2010

Exposé de motif

Madagascar vit une nouvelle crise politique depuis le 17 mars 2009, plongeant le pays dans le chaos. Cette situation génère des difficultés dont les conséquences sont incalculables au niveau de l'ensemble de la vie socio-économique malgache :

- Dégradation des valeurs fondamentales dont le « soatoavina malagasy » et le « fihavanana »
- Déstructuration du tissu social et aggravation de la pauvreté
- Recrudescence de l'insécurité
- Perte de confiance du monde économique
- Délitescence des Institutions de la République : justice, forces de l'ordre, etc
- Inefficacité des autorités morales
- Isolement diplomatique
-

L'avenir est sombre. L'unité nationale risque d'être fortement ébranlée si ce climat délétère perdure.

Face à cette situation, différentes personnalités de bonne volonté, issues de diverses sensibilités politiques et de la société civile, animées de sentiments patriotiques et d'un esprit réconciliateur, considérant que :

- ▶ cette crise n'a que trop duré ;
- ▶ l'application de la Charte de Maputo et des résolutions du « Teny Ifampierana d'Ivato » s'avère très difficile ;
- ▶ les principaux protagonistes issus de cette crise vont se rencontrer prochainement en Afrique du sud suite à l'initiative des médiateurs internationaux ;
- ▶ les Forces Armées, en tant que dernier rempart de la République, ont demandé aux tenants du pouvoir une feuille de route crédible, vérifiable ainsi que les moyens pour la réaliser. Ils ont lancé un appel en vue d'une concertation de l'ensemble des forces politiques pour trouver une issue à la crise.

, ont décidé ensemble de prendre leur responsabilité en faisant les propositions suivantes.

Propositions de sortie de crise

1. Un accord, une convention ou une charte doit régir la transition. Quelles que soient sa forme et son appellation, ce texte qui va se substituer à la Constitution de la troisième République pendant la période transitoire doit intégrer et assurer les principes suivants :

- ▶ la participation de toutes les forces vives de la Nation dans la gestion de la transition pour bien asseoir la quatrième République ;
- ▶ le caractère consensuel de la transition tant dans sa forme que dans son contenu ;

- ▶ le respect des principes démocratiques notamment l'instauration de contre-pouvoir dont la séparation de l'Exécutif, du Législatif et du Judiciaire ;
- ▶ la neutralité du pouvoir exécutif et surtout du Gouvernement incarné par le Premier Ministre ;
- ▶ la réalisation de la Réconciliation Nationale et l'organisation de la Conférence Nationale
- ▶ la mise en place d'un organe indépendant devant assurer la transparence et la crédibilité des élections ;

2. Les forces armées dotées naturellement d'une force d'application efficace garantissent la réalisation et la mise en œuvre de la Charte ou Convention régissant la transition. Le cas échéant, elles prennent l'initiative d'une réunion des différentes sensibilités politiques en vue de l'adoption d'un texte régissant la transition et d'une feuille de route suivant les principes ci-dessus afin de rétablir l'ordre constitutionnel.

3. Dans la réalisation de cette noble mission, les forces armées seront accompagnées par l'ensemble de la société malagasy : organisations politiques, ordres professionnels, diverses organisations de la société civile, autorités religieuses, des « Olo-be » dont la notoriété et l'autorité morale sont établies au niveau de leur région respective,... etc.

4. Lors de la Conférence Nationale, le cadre des textes fondateurs de la Quatrième République sera déterminé. Les Institutions de la transition en tant que facilitateur s'engagent à fournir un appui multiforme à la réalisation de cette Conférence Nationale et à l'élaboration des textes fondamentaux à adopter.

5. L'adoption de la Constitution doit se faire par voie référendaire. Les différentes élections seront déterminées à partir de la Constitution adoptée. Ces élections marqueront la fin de la période transitoire.

Conditions de réussite de la transition

Pour réussir le retour à l'ordre constitutionnel et bien asseoir le fondement de la quatrième République, les conditions suivantes sont impérativement requises :

- ▶ La garantie de la Sécurité et de l'Etat de Droit
- ▶ Le Respect des droits de l'Homme
- ▶ Le Respect de la liberté d'expression
- ▶ Le renforcement de l'Unité des Forces Armées en tant qu'institution garante de la stabilité de la République
- ▶ La déconnection de l'Institution militaire du pouvoir politique
- ▶ La neutralité de l'Administration
- ▶ L'arrêt de toutes formes d'intimidations et arrestations arbitraires
- ▶ La libération immédiate des détenus politiques et amnistie

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-Front-pour-la-sortie-de-crise,13943.html>